

Pour un indicateur de développement durable national
par Jean-Paul Fitoussi *
Nouvel Obs.com, 10 septembre 2009

Quels sont les enjeux ? Le premier est démocratique. La démocratie est menacée quand les populations ne se reconnaissent pas dans la mesure censée les représenter et la soupçonnent de falsification. La démocratie ne fonctionne bien que quand le débat démocratique est éclairé par des informations reflétant réellement leur vie quotidienne. Deuxième enjeu : les repères. De mauvais indices perturbent notre perception du progrès économique et social. Voyez le débat sur la dégradation de la condition des classes moyennes : vivent-elles subjectivement une régression sociale ou sont-elles objectivement encore en progrès ? Dernier enjeu : l'action politique. Si les mesures sont mauvaises, les politiques économiques fondées sur ces mesures échoueront. Exemple : l'investissement dans les transports en commun. Avec nos modes de calcul, plus le temps de commutation entre travail et domicile est long, plus le PIB est élevé puisqu'il prend en considération l'augmentation de la consommation d'énergie, l'usure des moyens de transport. Il ne mesure pourtant ni la baisse globale de productivité, ni les difficultés de la vie quotidienne, ni la pollution, ni le stress... Si l'on prenait en considération ces éléments négatifs, on s'apercevrait que l'investissement en transport public a une rentabilité bien meilleure.

Comment corriger ces biais ? A côté des penseurs comme Joseph Stiglitz, Amartya Sen ou Kenneth Arrow, la commission a entendu des spécialistes de l'économie de l'environnement (Nicholas Stern) ou du comportement social (Daniel Kahneman). Cette diversité est indispensable car nos instruments de mesure ne captent pas les changements structurels de nos sociétés. Mis en place dans les années 1960, ces instruments sont devenus caducs dans les années 1980. Peut-on encore parler de croissance lorsque 10% de la population voit son revenu augmenter de 50%, mais les autres de 1% seulement ? Le calcul du revenu moyen ne suffit pas, il faut lui associer un indicateur de répartition. Nos recommandations ? Réformer notre comptabilité pour qu'elle intègre la dépréciation de l'environnement induite par l'évolution des biens publics (qualité de l'air, biodiversité, etc.). Il faut aussi mesurer la «soutenabilité», la durabilité de la croissance, qui permet de savoir si nos enfants vivront mieux ou moins bien que nous. Personnellement, je considère qu'une situation n'est soutenable que si elle permet de léguer aux générations futures le même stock de capital (éducation, environnement, ressources en matières premières...) dont nous bénéficions aujourd'hui. D'où l'intérêt d'un indicateur de «développement durable national».

(*)Coordinateur de la commission Stiglitz, président de l'Observatoire français des Conjonctures économiques.